

SONT-ILS MORTS POUR RIEN ?

JEAN LACOUTURE
JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

SONT-ILS MORTS POUR RIEN ?

Un demi-siècle d'assassinats politiques

ÉDITIONS DU SEUIL
27, rue Jacob, Paris VI^e

COLLECTION « L'HISTOIRE IMMÉDIATE »
DIRIGÉE PAR JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

ISBN 978-2-02-099832-1

© Éditions du Seuil, janvier 2010

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editionsduseuil.fr

Pour Anne de Cazanove, notre amie.

Introduction

Comme pour compenser l'apparente atténuation du tragique planétaire due à l'espace des conflits militaires entre grandes puissances, le déclin des idéologies les plus militantes et la fin des guerres coloniales, l'assassinat politique a pris depuis un demi-siècle une place majeure dans les relations internationales – des États-Unis à l'Inde, du Proche-Orient à la Russie.

Les auteurs de ce livre ne se proposent pas d'apporter de nouvelles révélations sur les crimes de cette nature perpétrés au cours des dernières décennies – ni d'établir une corrélation entre la justesse d'une cause et la haine meurtrière qu'elle engendre : le poignard de Brutus ne fait pas de César un « juste », et Marat meurt de la main d'un être plus honorable que lui.

Ce qui sera examiné ici, c'est moins la genèse du crime, les circonstances de son accomplissement, le passage de la justice, que les conséquences de ces forfaits. La question posée sera surtout celle de l'efficacité, on n'ose pas dire du « rendement » historique de l'attentat, en tant que donnée de la vie publique, nationale ou internationale. Celle qu'aurait eue, si Bonaparte n'en avait réchappé, l'attentat de la rue Saint-Nicaise – ou la vengeance expéditive d'un membre de la SA liquidant Hitler après la « Nuit des longs couteaux ».

Dans quelle mesure les balles qui ont frappé le président Kennedy le 22 novembre 1963 à Dallas ont-elles changé l'histoire des États-Unis – c'est-à-dire du monde ? Ou celles qui ont abattu quatre ans plus tard Martin Luther King ? En quoi l'assassinat d'Yitzhak Rabin a-t-il ruiné les perspectives de paix au Proche-Orient, ou celui d'Aldo Moro achevé de démasquer la folie du terrorisme rouge dans les années 1970 en Europe ?

Il s'agira moins ici de description des faits ou même d'évaluation des mobiles que de mesure des conséquences de ces actions à tous égards criminelles. De l'assassinat considéré comme un argument politique, comparé à l'élection, à l'émeute ou à la corruption.

Si Machiavel ose aborder le sujet sans trembler, peu l'ont imité – bien que l'assassinat, comme argument du prince, ou de ses contestataires, ne cesse de hanter les annales politiques et diplomatiques. Assez pour que l'on y voie une donnée permanente des relations publiques.

L'expérience et la culture des auteurs les ont conduits à limiter leur étude à des « cas » qui ont marqué le dernier demi-siècle, dont ils ont été des témoins responsables. On n'évoquera donc ici ni Jaurès ni le Mahâtmâ Gandhi. Mais la rage des hommes (parfois très lucide) n'aura pas laissé depuis lors de donner matière aux enquêteurs.

Jean Lacouture, Jean-Claude Guillebaud

22 novembre 1963

John Kennedy : les portes de la guerre...

L'horreur, ressentie d'emblée, partout, fut assortie d'une claire conscience du caractère historique de l'événement, mais non de sa signification – et moins encore de ses origines : « Le 22 novembre 1963, écrit le grand sociologue Michel Crozier, éclairé par de longues années d'enseignement aux États-Unis, le tragique saisit l'Amérique. Selon un sondage digne de foi, plus de la moitié des Américains furent la proie de troubles psychologiques dans les heures qui suivirent l'assassinat de John F. Kennedy. L'Amérique heureuse sur laquelle s'interrogeait Simone de Beauvoir avait vécu. Un héros solitaire était venu, bravant le destin, et y avait laissé la vie... Entré dans le mythe, il symbolisait les catastrophes à venir¹. »

Dans l'immense biographie du président assassiné qu'il a publiée en 2004, désormais tenue pour l'ouvrage de référence², Robert Dallek soutient que la mort de leur trente-cinquième président « frappa les Américains plus qu'aucun autre événement depuis l'agression de Pearl Harbour » qui, en 1941, avait jeté leur pays dans la guerre, « plus même que l'assassinat d'Abraham Lincoln ». Il cite le grand historien anglais Isaiah Berlin, qui juge le crime « aussi important que l'eût été l'assassinat de Franklin Roosevelt en 1933 » – au temps où les fascismes préparaient la conquête de l'Europe...

À l'épouvante et au deuil se mêle bientôt le soupçon relatif à la version officielle des circonstances du drame, qu'exprime notamment un observateur étranger comme Michel Winock, dans *Esprit*, parlant de « la troublante impuissance de l'Administration américaine à

1. *Le Mal américain*, Fayard, 1980, p. 95.

2. *An Unfinished Life, John F. Kennedy*, Little Brown, Boston.

faire la lumière sur le forfait [...] qui permet d'imaginer quel stock de haines, de violences, de corruption, pèse encore sur la société politique américaine. Le crime de Dallas étend encore sur le monde l'ombre du mal ».

Cette ombre ne va cesser de s'épaissir, très vite dénoncée par les meilleurs observateurs américains, qui parlent non d'« impuissance », mais de complicités, en raison de l'insistance des divers détenteurs du pouvoir de Washington à accrédi-ter la fable du tireur isolé, marginal, divagant, le dénommé Lee Harvey Oswald. Cet ancien « marine » ayant un temps « choisi l'URSS », marié à une Soviétique, qui a fait l'acquisition d'une carabine huit jours avant le crime, est supposé avoir été laissé par le FBI libre de circuler à sa guise aux approches du parcours présidentiel, un fusil sous le bras ; et, ainsi équipé, de pénétrer dans un bâtiment officiel, la bibliothèque municipale, située sur ce même itinéraire.

Réputé médiocre tireur, doté d'une arme peu sûre, Oswald aurait atteint trois fois une cible mouvante située à plus de cent mètres, en contrebas... Version des faits déjà extraordinaire, que la Commission d'enquête ne critiquera pas sérieusement, refusant de tenir compte d'un film alors tourné par un amateur nommé Zabru-der et des versions de plusieurs autres témoins, qui donnent à penser que le coup mortel aurait pu partir d'un terre-plein situé face à la victime...

Là où l'affaire devient vraiment rocambolesque, c'est quand, deux jours après son crime, le nommé Lee Harvey Oswald est prestement arraché aux investigations de la justice par le coup de feu d'un truand répondant au nom de Ruby, notoirement manipulé par la police locale... Truand à l'âme assez délicate pour affirmer qu'il a abattu le prisonnier parce qu'il ne pouvait supporter l'idée de voir Mme Kennedy assister au procès de l'assassin de son mari. De la balle magique au voyou miséricordieux... L'« ombre du mal » ne cesse de s'allonger, de crime en crime et de camouflage en provocation.

Si une majorité de citoyens américains oscillant entre 60 et 80 % se refusent depuis quarante ans à ajouter foi à cette fable que prétendit accrédi-ter une commission présidée par le plus prestigieux des magistrats de ce pays, expressément missionné pour ce faire par le nouveau Président, c'est simplement parce qu'elle est peu crédible.

Si beaucoup se résignèrent – la famille Kennedy comprise – à y voir ou à en faire le dénouement officiel de la tragédie, c'est parce que ce tissu d'invéraisemblances aurait permis de faire l'économie de développements plus tragiques.

Dans la biographie déjà citée, écrite des décennies plus tard et à l'issue d'années d'enquêtes et de critiques des rapports des deux commissions parlementaires responsables (Warren et Stokes), Robert Dallek se réfère à celui qui est devenu, le 22 novembre 1963, peu après 13 heures, le personnage central du débat : le nouveau président Lyndon B. Johnson, présenté comme le premier des tenants de la théorie du complot dont l'origine ne saurait être, à ses yeux, qu'extérieure aux États-Unis...

D'abord persuadé (au moins le laisse-t-il entendre...) que le crime est le fait de Vietnamiens impatients de venger l'assassinat du président Ngô Dinh Diêm, perpétré trois semaines plus tôt, non sans complicités américaines, le successeur de John Kennedy l'impute ensuite à des Cubains anti-castristes, avant d'y voir une « opération communiste ». D'où les démarches qu'il multiplie pour étouffer l'affaire afin de sauver la paix...

En vue de convaincre le grand juriste Earl Warren de présider la commission d'enquête qu'appelle l'opinion, Lyndon Johnson fera valoir qu'il importe avant tout de mettre hors de cause Khrouchtchev et Castro pour « éviter un conflit nucléaire ». Afin d'associer le sénateur Russell à ces travaux, le Président ira même jusqu'à prétendre que mettre en cause « M^r K » ou Fidel pourrait provoquer la mort de « quarante millions d'Américains ¹ ». On convient qu'à partir de ces données, étouffer l'affaire, ou la réduire aux coups de folie d'un personnage lunaire et d'un truand sentimental tels qu'Oswald et Ruby, était faire œuvre pie.

Ignorant les réactions de rejet de l'acte du 22 novembre et de regret du disparu de la part des deux présumés coupables (celle notamment de Castro enregistrée par Jean Daniel, témoin direct de l'affliction du « leader » cubain qu'il fit connaître aussitôt dans un article de la revue américaine *New Republic*, et aussi celle de Khrouchtchev, qu'un

1. Robert Dallek, *op. cit.*, p. 11.

de ses collaborateurs a décrit, rapporte Pierre Salinger, bouleversé, errant à travers les bureaux du Kremlin...), on préféra s'en tenir à la dénonciation du tueur déséquilibré : c'est le mot en usage dans ces circonstances.

Après des centaines d'autres, et pour tenter de découvrir la signification et surtout les conséquences du crime de Dallas, on se lancera sur la piste du ou des coupables, inspiré par le vieil adage « *Is fecit cui prodest* » (« A agi celui à qui l'acte profite »), qui a le mérite de souder un acte à ses conséquences.

Une saga d'immigrants catholiques

Comme toutes les histoires de « clan », celle des Kennedy était porteuse de tragédies. De la pathétique émigration irlandaise qui, au milieu du XIX^e siècle, jette dans la périphérie de Boston des milliers de familles éperdues, démunies et méprisées, émergent entre autres deux familles, les Fitzgerald et les Kennedy, passées en un demi-siècle de la limonade au whisky, de la banque à la mairie de leur ville d'accueil et au Parlement du Massachusetts. Cette saga d'immigrants catholiques détrônant les « brahmanes » de la cité de Henry James était de nature à susciter beaucoup plus que de la jalousie.

Ce type de progression d'une famille catholique irlandaise à travers la société américaine n'est pas unique. Exceptionnelle tout de même, elle est propre à persuader les héritiers que tout est possible dans une société ouverte à l'entreprise – douteuse, sulfureuse ou non. La lutte pour la vie des Irlandais du ghetto catholique de Boston ouvre bien des perspectives, et fait taire bien des scrupules. Surtout quand, conduite par Joe Kennedy, le père de John, elle prend la forme de la conquête du pouvoir à tous les échelons, de la banque au cinéma et à la politique. Il faut imaginer les rancunes suscitées par l'extraordinaire faveur dont jouit auprès de Roosevelt Joe Kennedy, qui se voit tour à tour chargé par l'inventeur du *New Deal* de contrôler les opérations des banques new-yorkaises (« Le renard dans le poulailler », grince-t-on) et, plus étonnant encore, d'être son ambassadeur à Londres. Magnifique revanche pour le petit-fils des émigrants irlandais que de pénétrer

ainsi à la cour de St James... Joe Kennedy en fait un fâcheux usage, en multipliant les manifestations d'« *appeasement* » à l'égard du nazisme – au point de voir Winston Churchill réclamer à Roosevelt son rappel...

Que de rancunes, déjà, et de soif de revanche autour d'eux... En attendant la tragédie de Dallas, le fils aîné, porteur de toutes les espérances du père qui lui a donné son prénom, Joseph, disparaît en 1943. Engagé dans l'US Air Force, il est abattu au cours d'une opération dans le ciel d'Angleterre. Le cadet, John, le futur Président, revient, lui, en héros de la guerre dans le Pacifique, ayant ramené sain et sauf dans une île déserte, tout blessé qu'il soit, son équipage torpillé. Tragédies toujours : mais celle-ci marque avec éclat l'apparition d'un personnage.

Une ascension fulgurante, mais...

Pilotée et financée par le terrible chef du clan, l'ascension politique de John Kennedy – après un bref passage par le journalisme et la publication de deux essais, *Why England Slept* (« Pourquoi l'Angleterre dormait ») et *Profiles in Courage* (« Portraits d'hommes courageux ») – paraît assurée. Il souffre pourtant d'un handicap redoutable, la maladie d'Addison, qui affecte les glandes surrénales. Longtemps considérée comme inguérissable, peut-être aggravée par les blessures de guerre, elle fera de John Kennedy un homme constamment courbé par la douleur – une douleur qui fouetta peut-être son ardeur au travail, non sans exaspérer son érotomanie...

Le vieux Joe aux commandes, la carrière de John, très vite flanqué de son bouillant cadet Robert, dit « Bobby », s'affirme fulgurante. Élu à vingt-neuf ans à la Chambre des représentants, dès 1946, il entre à trente-cinq ans au Sénat en 1952, en dépit du raz-de-marée républicain qui a porté Eisenhower à la Maison Blanche aux dépens du brillant intellectuel démocrate Adlai Stevenson. À Boston, le jeune Kennedy a arraché la victoire au formidable Henry Cabot Lodge, incarnation de ces « brahmanes » de la cité qui, vingt ans plus tôt, n'auraient pas reçu chez eux un Kennedy...

Sur un nuage, vers les sommets ? Inspirés par leur père, les frères

Kennedy ne savent pas alors se tenir à l'écart des activités d'un autre Irlandais fameux, le sénateur du Wisconsin Joe McCarthy, animateur d'un « Comité des activités anti-américaines » (autrement dit de la « chasse aux sorcières communistes »), qui, à force de sectarisme et d'illégalités, provoque l'indignation internationale. Robert est directement associé, pour un temps, à ces activités. Cet écart de conduite lui sera reproché à l'heure des grands règlements de comptes...

Il importe de tenir compte d'une autre face de la carrière de son frère, l'élu de Boston : ce qu'il faut appeler le « mal d'amour », ou mieux du sexe, un appétit érotique qui prendra la forme d'un constant dérèglement. En 1963, quelques mois avant sa mort, John Kennedy confiera au chancelier Kiesinger (qui est loin d'être de ses intimes...) qu'il ne peut vivre sans « connaître » trois femmes chaque semaine... Cela ne va pas sans prises de risques de toute nature, dans une société puritaine comme celle des États-Unis, surtout si l'on ne craint pas de faire appel à des intermédiaires qui sauront vous le faire payer – et sous le regard hostile d'un patron du FBI, J. Edgar Hoover, passionnément attentif à ce genre de débordements. Sujet grave, et sur lequel on reviendra.

Voilà bien des pièges, et des handicaps, et des « dossiers », à l'aube d'une carrière que pilote, pour un temps en tout cas, Joe Kennedy, au risque d'être déconcerté par l'usage qu'en feront ses fils. Le vieux forban semble n'avoir jamais vu dans la politique qu'une façon de s'enrichir plus expéditive que la banque.

Ce qui fascine, dans la saga des Kennedy, c'est l'interprétation que ses deux fils donneront de la stratégie du chef de clan. L'homme qui a trahi Roosevelt verra ses héritiers revenir, par des voies plus ou moins obliques, à l'esprit et au style du *New Deal* des années 1930 – sans pouvoir se libérer complètement de ce qui, dans leur fulgurante ascension, les rattache aux pratiques, aux relations, aux dettes du patriarcat.

Avant même que surgissent les grands défis et les menaces majeures liés à la conquête et à l'exercice du pouvoir, on voit que, des origines aux pratiques locales, des procédures de carrière aux handicaps personnels, le rayonnant John F. Kennedy, le « *wonder boy* » qui a épousé à trente-cinq ans la charmante Jacqueline Lee Bouvier,

journaliste issue de la « gentry » new-yorkaise, est un homme sur lequel pèsent bien des menaces et qui devra relever plus de défis encore que ses prédécesseurs – catholique, infirme, érotomane, porteur d'un nom exécré par beaucoup... Mais il est riche, beau, généreux et doté de talents qui le situent hors du commun.

Maison Blanche et mauvais génies

Sitôt élu au Sénat en 1952, sitôt branché sur la Maison Blanche. En 1956, à trente-neuf ans, John se contentera de briguer la vice-présidence, que lui souffle le sudiste Estes Kefauver. Pourtant ce jeune et séduisant sénateur Bostonien accorde déjà des interviews à la presse internationale, dénonçant notamment la poursuite de la guerre en Algérie – ce qui lui vaut des critiques dans la presse française mais, plus important, une réputation de « libéral », autrement dit de progressiste, dans l'électorat américain.

Le vieux Joe tient son champion : ce sera pour 1960, face au vice-président du vieil Eisenhower, ce Nixon oblique et ombrageux, héritier crépusculaire d'un règne républicain de huit années, plus terne encore que celui de Harry Truman. L'Amérique a besoin de lumière, de rythme, d'imagination – de ce que le caracolant John Fitzgerald Kennedy va appeler la « nouvelle frontière ».

Les vieux routiers de Washington observent cependant que « JFK », s'il est bien le maître et l'inspirateur de son équipe de stars, n'a pu se débarrasser de deux pièces majeures de la machinerie étatique : le patron de la CIA, Allen Dulles, digne frère de celui qui, au State Department, avait incarné pendant huit ans ce que l'impérialisme américain a de plus impérial ; et surtout, à la tête du FBI (depuis 1929 !), J. Edgar Hoover, personnage nocturne entre tous, mélange de Javert et de Grand Inquisiteur, qu'il n'a pu éloigner, du fait des dossiers que détient et nourrit passionnément cet ennemi juré de toute forme de démocratisation de l'État et de la société.

C'est sous le regard hostile – non, sous la menace constante et ressentie comme telle – de ces deux manipulateurs de la puissance des États-Unis, à l'intérieur et à l'extérieur, dans un climat de conflit

permanent, que travailleront John Kennedy et son frère Robert, qu'il a nommé « attorney général », c'est-à-dire ministre de la Justice. Hoover et Dulles savent que le Président et son frère sont bien décidés à se débarrasser d'eux lors d'un second mandat. Tout leur sera bon pour prévenir cette opération. Le remplacement à la tête de la CIA d'Allen Dulles par John McCone, à la fin de 1961 – le vieux « patron » payant à retardement le prix de la désastreuse opération de la baie des Cochons –, provoqua une détente provisoire dans les relations entre l'Agence et la Maison Blanche. Nous verrons que cette détente fut plus apparente que réelle.

Nul n'ignore que J. Edgar Hoover « tient » le Président, ne serait-ce que par les dossiers dont il dispose, relatifs aussi bien à la carrière du vieux Joe qu'à l'une ou l'autre des aventures féminines de son fils, « tenu » par un « mafioso » notoire, Sam Giancana, avec lequel il aurait partagé une « bonne fortune »... À cela s'ajoutent des services électoraux qu'aurait rendus au candidat démocrate, lors de l'élection de 1960, une mafia de Chicago qui ne néglige pas de s'impliquer dans la vie politique. Ici, en tout cas, Fouché joue contre Bonaparte.

Un président réformiste

Il n'est pas question de relater ici, fût-ce au galop, les « mille jours » de l'homme qui est entré à la Maison Blanche, le 4 janvier 1960, salué par le poète Robert Frost et la grande cantatrice noire Marian Anderson (interventions qui auraient surpris ses prédécesseurs) et à propos duquel la presse américaine parlera de l'avènement du roi Arthur et du règne de « Camelot », le grand hebdomadaire *Newsweek* saluant même la « queenification » de Jacqueline : on n'en retiendra que ce qui, dans l'ordre intérieur ou extérieur, était propre à conduire à une issue tragique.

John Kennedy, du fait de sa formation, de ses goûts, de son inexpérience en matière économique, entendait se consacrer de préférence aux relations internationales. Les préoccupations sociales et les problèmes posés par les relations entre communautés – on n'est pas pour rien le fils d'immigrants catholiques – lui importaient néanmoins

beaucoup plus qu'on ne l'a dit. C'est ce que révèle – fût-il modeste – son bilan en ce domaine.

On peut hausser les épaules, constater que les « mille jours » de sa présidence n'ont pas aboli ni même réduit sensiblement le paupérisme, et que les efforts amorcés par son administration alertée par Martin Luther King pour corriger les effets de la discrimination raciale ne portèrent leurs fruits que sous la présidence d'un Lyndon Johnson mieux armé que son prédécesseur pour convaincre les sénateurs racistes du Sud. Ceux qui ont connu les fils de Joe le milliardaire gardent cependant en mémoire qu'ils n'abordaient les questions sociales que sur un ton révélant comme une angoisse. Compassion conventionnelle ? Paternalisme ? Voilà un mot qui, à l'oreille d'un maître de l'*United Steel*, sonne alors comme « socialisme »...

Le traitement accordé à la « question noire », dite des « droits civiques », fut-il de nature à faire du lobby ségrégationniste (auquel le parti démocrate devait alors une bonne part de sa fragile suprématie) l'ennemi de l' élu de novembre 1960 – sachant qu'ici le mot « ennemi » n'est pas sans conséquence sur la survie du président des États-Unis, on le sait depuis Abraham Lincoln ? On serait tenté de dire que non, compte tenu des accusations de pusillanimité portées contre John Kennedy, à ce propos, par Martin Luther King – qui, dans un premier temps, lui avait reconnu « la clairvoyance et le courage nécessaires pour aller plus loin en ce domaine que ses prédécesseurs ».

C'est ailleurs qu'il faut aller chercher le foyer de la colère vengeresse, les origines du crime de Dallas. Pour chargés d'explosifs qu'aient été les rapports entre le pouvoir – surtout exercé par le parti démocrate – et le mouvement de réhabilitation du monde noir américain, ce n'est semble-t-il ni dans la juste impatience des uns ni dans la fureur provoquée chez les autres par le moindre correctif qu'il faut chercher l'origine de l'élimination de John Kennedy.

Nouvelles frontières

Quoi qu'en pensent ses électeurs, dont beaucoup situent la « nouvelle frontière » dans le champ économique, et qui voient surtout dans la

juvénile administration démocrate le moteur d'un bond en avant de la production américaine, c'est à la politique étrangère, et clairement aux relations Est-Ouest, que JFK choisit de consacrer l'essentiel de ses efforts. Pour cela, il est nanti d'un « brain-trust » dont on a cité quelques animateurs – un McGeorge Bundy, un Rostow –, qui considèrent avec plus d'intérêt la carte du monde que la courbe de production de la General Motors.

Mais porte-t-il (ils) assez d'attention à ce qui rattache celle-ci à celle-là ? À la veille de lui remettre ses immenses pouvoirs, Dwight Eisenhower, le vieux général victorieux, a lancé un magnifique cri d'alarme contre l'accroissement vertigineux du pouvoir « militaro-industriel » : non plus de l'industrie de guerre, mais de l'industrie de la guerre. Comme le vent fait de la marine à voile, la guerre (ou sa préparation) nourrit l'industrie – et pas seulement celle des canons.

Ainsi mis en garde, John F. Kennedy fut-il assez sensible à l'emprise, sur son pouvoir, de cette force gigantesque ? Nous le verrons très attentif, de Berlin à Cuba, et même au Vietnam, à en contrôler l'emploi. Il laisse pourtant se développer autour de lui, parmi ses plus proches, de McNamara à Rostow, Taylor, et un temps son frère Robert, une « hybris » de puissance des armes qui fera de lui sinon un otage des militaires, en tout cas un chef qui s'est mis dans la situation d'irriter ses grands vassaux.

Ce qui frappe d'emblée, pourtant, chez ce fils de milliardaire que tout opposait au marxisme, dût-il avoir pris le visage bonasse de Nikita Khrouchtchev, c'est la volonté d'ouverture vers l'Est qu'il manifeste d'abord, attitude qui lui vaut aussitôt la haine d'une large fraction de la société américaine, inspirée entre autres par la John Birch Society, pour laquelle toute tentative d'*appeasement* avec le communisme revient à commercer avec le mal.

On dira certes que, d'emblée, face à l'activisme khrouchtchévien, le Président manifeste son inflexibilité à propos de la question de Berlin, réaffirmant avec éclat que la ligne de démarcation séparant les deux Allemagnes est la frontière entre le « monde libre » et l'autre, et que toute atteinte portée à ce statut est un *casus belli*. Le dialogue n'en est pas moins ouvert, et le restera trois années durant – fût-ce

sous la forme tempétueuse de la crise dite des «missiles de Cuba» d'octobre 1962.

Cuba... Avant de revenir plus longuement sur la cascade de crises où beaucoup ont vu l'origine de la tragédie de Dallas – que le coup partît de l'un ou l'autre camp –, il faut évoquer en quelques phrases la démarche, sinon vers l'accommodement, en tout cas vers une forme de détente, liée au nom de John Kennedy. Flanqué d'hommes à l'esprit délié, enclins à croire comme Diogène que l'«écoute» doit précéder la «frappe» – les McGeorge Bundy, Chester Bowles, Galbraith, Stevenson, qu'il n'avait pas choisis par hasard –, l'auteur de *Strategy of Peace* s'efforce trois années durant de donner vie à une diplomatie fondée sur le dialogue avec l'adversaire.

Compte tenu des deux «affaires» porteuses de tous les risques, celles de Cuba et du Vietnam dont on étudiera plus loin le traitement assuré par l'équipe formée au début de 1961 en fonction d'impératifs, de pressions, de manœuvres plus ou moins bien arbitrés par la Maison Blanche, il faut bien constater que l'approche globale des rapports avec la grande puissance de l'Est est profondément modifiée. Nouvelle frontière? Nouvelle démarche, en tout cas.

Le général président Eisenhower pouvait bien être devenu le sage vieillard ennemi du recours aux armes – et de l'industrie de l'armement –, le secrétaire d'État John Foster Dulles, flanqué de son frère Allen, patron de la CIA, ne concevait la diplomatie américaine que sous la forme de la confrontation avec l'URSS, assortissant la réduction du budget de la défense d'une incessante menace de *retaliation* («riposte») nucléaire. Si sa pensée stratégique était passée du farouche *rollback* («refoulement») de l'Empire soviétique au plus sage *containment* («endiguement») du communisme, la diplomatie de Washington était celle d'une gigantesque forteresse assiégée rêvant à des sorties victorieuses.

Kennedy et ses boys tentèrent de lui donner de l'air. Les crises de Berlin en 1961 et de Cuba en 1962 ne peuvent faire oublier les démarches antérieures. Dès le lendemain de l'entrée en fonction de John Kennedy, le leader soviétique avait décidé de libérer deux aviateurs américains abattus quelques mois plus tôt au-dessus du territoire russe. D'où ce propos encourageant du jeune Président : «Pas

à pas, il sera possible de dissiper les malentendus et les soupçons et de poser les bases d'une amicale collaboration.» Propos qui assurèrent d'emblée à JFK, auprès de son opinion publique, la réputation d'une « colombe ». Non sans risque... Lune de miel fugitive ? Pour orageuse qu'elle devînt, la relation Kennedy-Khrouchtchev s'ouvrit en tout cas sous le signe de la bonne volonté réciproque.

Six mois plus tard, néanmoins, la crise de Berlin parut mettre le monde aux portes de la guerre. Khrouchtchev remit en cause les clauses d'un accord de coexistence dans la capitale allemande qui était l'un des fondements de la paix mondiale et fit oublier pour longtemps les promesses des premiers jours, déjà ternies par la crise de Cuba et le désastreux débarquement de la baie des Cochons d'avril 1960. Pour un très large secteur de l'opinion américaine, John Kennedy et ses « têtes d'œuf » de la Maison Blanche sont et resteront des hommes qui voient dans les communistes des hommes...

Que cette équipe de jeunes Américains ait fait face, parfois de piètre façon comme à Cuba ou au Vietnam, à l'Empire soviétique et à ses satellites n'empêchera pas que, pour un Américain sur trois, les fils de Joe Kennedy, si vacillant jadis devant les puissances de l'Axe, furent, face au « mal » communiste, des *appeasers*. Ce qui peut appeler le châtiment du Juste.

Le « désastre parfait » de la baie des Cochons

La gestion incohérente et parfois frénétique de la crise – des crises – cubaine par l'équipe Kennedy, le frère cadet du Président s'impliquant fâcheusement dans cette affaire, est souvent considérée comme à l'origine de la tragédie de Dallas. C'était semble-t-il – on y reviendra – l'une des hypothèses que retenait Lyndon Johnson.

On résume fréquemment le premier épisode belliqueux de ce conflit, dont on ne sait s'il est un chapitre du vieux débat entre Américains, « latinos » du Sud et « gringos » du Nord, ou un épisode de la lutte entre capitalisme et communisme, par les trois mots « baie des Cochons ». Il est de fait que quand JFK ouvre les dossiers que lui laisse son prédécesseur, il y trouve un projet de renversement par les armes du

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
S.N. FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2010. N° 99832 ()
IMPRIMÉ EN FRANCE

